

Avis voté en plénière du 9 décembre 2014

# L'agriculture familiale

## Déclaration du groupe de la CGT

Le groupe CGT partage l'économie globale d'un texte intéressant qui ouvre à des constructions solidaires, populaires et démocratiques. Le développement agricole, dans lequel l'agriculture familiale joue un rôle central, est un élément essentiel pour l'emploi, la souveraineté alimentaire et le combat contre la faim.

Si le texte s'inscrit dans une meilleure connaissance des réalités agricoles, par exemple de la place du salariat et de l'importance dans la population active de notre pays des activités agricoles et alimentaires, il nous paraît utile de souligner trois dimensions à approfondir davantage.

Tout d'abord, l'avis s'inquiète du développement des brevets sur le vivant et d'une privatisation du patrimoine génétique mondial. La détention des clés de l'alimentation mondiale par les multinationales semencières n'est plus une perspective dangereuse pour l'avenir, elle est d'actualité et prend une acuité de plus en plus prononcée. Nous partageons le soutien à la recherche participative. Néanmoins, le renforcement de la recherche agronomique publique et la mise à sa disposition de moyens humains et financiers sont fondamentaux pour ne pas laisser les entreprises privées orienter les recherches en fonction de leur rentabilité financière immédiate. Une coopération renforcée avec les pays en développement devrait être un des axes stratégiques des instituts publics.

Ensuite des convergences et de nécessaires solidarités sont à construire entre salariés agricoles, agriculteurs familiaux, paysans sans terre, indigènes et populations rurales. Confrontés à l'exploitation des grands propriétaires fonciers, à l'expropriation de leur terre, aux cultures de rente pour l'exportation mettant en cause les cultures vivrières, à leur assujettissement aux entreprises d'amont, d'aval et de la distribution, les travailleurs de la terre ont des intérêts communs à privilégier, en solidarité avec les populations urbaines et rurales, pour sauvegarder le potentiel agricole et alimentaire, répondre aux besoins et protéger les ressources naturelles.

Enfin, un point a fait l'objet de discussion sans trouver de conclusion. Une réflexion doit être engagée au sein des instances de l'ONU, et notamment à l'OIT et à la FAO, sur la place et le rôle économique, social, environnemental et culturel des travailleurs de la terre et de la mer et des populations rurales, ainsi que de leur apport aux avancées progressistes. Cette question, d'ampleur nationale, continentale et mondiale, dépasse la seule connaissance des particularités catégorielles et les aspects de gestion interne de ces organismes qui, trop souvent, sont dominés par des hégémonies de fait.

En s'appuyant sur ces réflexions et perspectives, le groupe de la CGT a voté l'avis.